

ENTRETIEN

« Si l'on ne réduit pas la pauvreté, il n'y aura pas d'avenir pour la vie sauvage »

Le paléoanthropologue kényan Richard Leakey explique son combat pour arrêter le braconnage des animaux sauvages, à commencer par les éléphants et les rhinocéros. Son principal ennemi ? La corruption.



Richard LEAKEY est professeur d'anthropologie à l'université Stony Brook, à New York.

Le 30 avril 2016, le président kényan Uhuru Kenyatta mettait le feu à tout l'ivoire confisqué par son pays aux braconniers. Un brasier impressionnant : 105 tonnes d'ivoire issues du massacre de plus de 6 000 éléphants et 1,3 tonne de cornes provenant de celui de plus de 300 rhinocéros. Et un acte symbolique fort pour dénoncer un scandale majeur : inexorablement l'Afrique perd ses éléphants, rhinocéros et autres animaux emblématiques. Pas moins de 62 % des éléphants ont disparu en dix ans, les lions ont perdu 43 % de leurs effectifs en vingt ans, on ne compte plus, aujourd'hui, que 29 000 rhinocéros, alors qu'ils étaient 70 000 dans les années 1970, et 80 000 girafes, contre 140 000 à la même époque... Pour arrêter cette hécatombe, le président Kenyatta a, en avril 2015, remis Richard Leakey à la tête de l'Autorité kényane pour la faune sauvage (le *Kenya Wildlife Service*, ou KWS), dont le paléoanthropologue avait démissionné en 1994, après cinq années en poste, en invoquant la corruption qui sévissait parmi les fonctionnaires du gouvernement d'alors. Richard Leakey, âgé aujourd'hui de 72 ans, nous fait part de ses préoccupations et des efforts du Kenya pour la protection de son patrimoine naturel.

POUR LA SCIENCE

La famille Leakey compte des paléontologues célèbres. Comment cet héritage vous a-t-il mené à la protection des animaux ?

RICHARD LEAKEY : J'ai étudié nombre d'espèces fossiles disparues à cause d'un changement du climat ou de l'action de l'homme. Aujourd'hui, quand, dans la magnifique savane kényane, je contemple les espèces survivantes – différentes de celles du passé –, je me sens chez moi et je comprends mieux quelle est ma place dans le grand continuum de la vie. La paléontologie, c'est-à-dire l'étude de la vie sauvage passée, n'est pas déconnectée des soucis que je me fais pour la vie sauvage d'aujourd'hui : elle y contribue.

PLS

Placé à la tête du KWS en 1989, vous avez sévi contre la corruption et armés vos gardes pour combattre les chasseurs d'ivoire qui braconnaient au Kenya.

R. L. : Il nous a fallu aussi influencer le marché. J'ai pensé que ce serait une bonne idée de détruire de grandes quantités d'ivoire par de grands « feux de joie » afin de bien faire comprendre au monde que l'on tue les éléphants pour leurs défenses. Cela nous a conduits à la CITES (Convention sur

le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction), qui interdit enfin le commerce de l'ivoire. Avec un grand impact : le nombre d'éléphants tués au Kenya est passé de plusieurs milliers par an à une centaine à la fin de 1990, un niveau maintenu pendant dix ans.

PLS

Qu'est-ce qui a relancé le braconnage ?

R. L. : Le braconnage reculait, mais d'énormes quantités d'ivoire entreposé demeuraient çà et là, et certains pays, comme l'Afrique du Sud, le Botswana et la Namibie ont voulu en tirer de l'argent. Ils ont convaincu l'organisation CITES de permettre sa commercialisation. Au Kenya, nous pensions que l'existence même d'un marché de l'ivoire ne pourrait que relancer le braconnage. C'est bien ce qui s'est passé. Très vite, de l'ivoire a été vendu dans des conditions douteuses ; les prix ont monté et les grandes mafias ont recommencé à s'intéresser à son trafic.

PLS

Cette crise vous vaut un rappel à la tête du KWS. Pourquoi avez-vous accepté ?

R. L. : Le président a promis une liberté de décision, au comité de direction et à moi-même, hors

d'atteinte des interférences politiques liées à la corruption. Quand j'ai repris l'agence, le manque de moralité y était abyssal. Nous commençons seulement à voir les bonnes personnes aux bons postes chargées d'accomplir les bonnes actions sans risquer d'être mises sous pression. Au cours des onze derniers mois, le Kenya a perdu 94 éléphants : bien moins que les centaines tués l'année précédente. Nous avons renforcé la loi kényane de protection des animaux afin de rationaliser la gestion du KWS, embauché 1 000 gardes de plus, augmenté les peines pour braconnage et nous sommes en train de recruter et d'entraîner un corps de procureurs spécialisés dans la protection de la vie sauvage. Nous logeons bien nos employés en brousse, leur assurons une protection sociale, améliorons les routes, et nous acquérons de nouveaux véhicules et équipements afin de lutter contre le braconnage.

PLS

Pour protéger la vie sauvage, il vous faut aussi l'adhésion des communautés locales. Comment vous y prenez-vous ?

R. L. : Au fil des années, *National Geographic*, la BBC et d'autres grands médias ont réalisé des documentaires sur la vie sauvage africaine destinés aux publics non africains. Aucun de ces films n'avait été projeté au Kenya. Jamais. WildlifeDirect, une ONG que j'ai fondée, a persuadé certains de ces médias de nous prêter leurs documentaires. Nous les diffusons chaque samedi à 20 heures depuis janvier 2016 et ils deviennent aussitôt les sujets les plus commentés au sein des réseaux sociaux. WildlifeDirect produit aussi pour la chaîne kényane NTV l'émission *Wild Talk*, diffusée chaque mardi soir. Il s'agit des premiers films réalisés par des Africains sur leur faune naturelle. Bientôt, la population kényane aimera autant les grands animaux sauvages que celles de Londres, de Paris ou de New York.

PLS

Les parcs nationaux africains sont censés attirer l'argent du tourisme. Est-ce aussi la logique du KWS ?

R. L. : Les Kényans sont en train de prendre conscience que la doctrine dirigeant la protection de la vie sauvage doit évoluer. Le tourisme est une composante majeure de notre futur économique,

mais c'est une ressource instable et, au mieux, de moyen terme, car l'industrie va prendre le relais à mesure que le pays se développera. Par ailleurs, beaucoup de gens comprennent que le fait d'avoir des espaces sauvages, où l'on peut venir respirer librement en jouissant de la beauté environnante, est important pour chaque pays. Et les Kényans considèrent leurs espaces naturels comme un héritage inestimable. Voilà qui est de loin bien plus important à long terme que le tourisme !

PLS

Et qu'en est-il des villages dangereusement proches des animaux sauvages ?

R. L. : La population kényane a triplé. Progressivement, les gens s'installent en des lieux peuplés d'animaux sauvages. De nombreuses personnes se font tuer par des éléphants, des buffles, des crocodiles, tandis que des récoltes sont détruites par les animaux. Tout cela engendre un certain ressentiment de la population à l'égard des animaux sauvages. C'est pourquoi je suis persuadé que la clôture des parcs nationaux, que nous



UN MILITAIRE KÉNYAN surveille la destruction par le feu de nombreuses tonnes d'ivoire d'éléphant et de rhinocéros.

sommes en train d'engager, est une bonne solution : elle évitera que les animaux n'envahissent les exploitations agricoles et que les bergers ne mènent leur bétail paître dans les parcs.

PLS

Voilà une proposition radicale !

R. L. : Oui, mais ce pourrait bien être la seule solution qui fonctionne. Les techniques de clôture sont très efficaces aujourd'hui, mais chères.

Nous empruntons à faible taux à des institutions comme la Banque mondiale et rembourserons au cours des trente années qui viennent. Ces clôtures faciliteront la lutte contre les braconniers, puisqu'ils se font souvent passer pour des bergers. Cela nous prendra de trois à cinq ans pour les installer, mais les gens, alors, nous féliciteront. Pour le moment, ils nous traitent de fous !

PLS

Au Kenya, les ruraux ne profitent guère du tourisme animalier, alors qu'en Namibie et au Botswana, les parcs gérés par les communautés villageoises bénéficient d'un important soutien local. Ne vous faut-il pas gagner le monsieur Tout le Monde kényan à la cause de la protection de la vie sauvage ?

R. L. : Bien entendu, mais faut-il le faire sur la base de bénéfices pour les locaux qui ne dureront que le temps du tourisme ? À mon avis, l'argent du tourisme doit aller au gouvernement, qui de son côté doit s'occuper de construire de meilleurs hôpitaux, de meilleures routes et une meilleure infrastructure pour la nation dans son ensemble et pas seulement pour les gens vivant autour des parcs.

PLS

Trouvez-vous problématique d'employer des fonds d'État à protéger la vie sauvage, alors que tant de Kényans sont pauvres ?

R. L. : À l'époque où j'étais secrétaire du cabinet au Kenya, tout ce qui avait été budgété par le gouvernement passait par mon bureau. Nombre de mes collègues du secteur de la protection des animaux me demandaient : « Pourrais-tu augmenter un peu notre budget ? Cela nous aiderait tellement. » Et il